

Assainissement : Mille et une questions sur les fonds alloués

Dossier de la rédaction de H2o
October 2021

Au Sénégal, beaucoup de localités ont été une fois de plus sous les eaux après les fortes pluies des dernières semaines. Le gouvernement dit prendre en main le problème mais le scénario se répète chaque année pendant l'hivernage. Depuis 2012, des montants sont annoncés dans l'assainissement et pour faire face aux inondations. Malgré tout, le problème reste entier. Ce qui reste incompréhensible aux yeux de tous.

Comme l'année dernière, le Sénégal est de nouveau touché par les inondations. La banlieue dakaroise, Touba et d'autres villes ont encore vécu le supplice des inondations. Quartiers inaccessibles, voiries impraticables, véhicules submergés, effondrements, noyades (dont au moins 4 enfants), ce malgré la construction de canaux de drainage et de stations de pompage dans certains endroits. Au cours de la phase 2 du PROGEP (composante du plan d'objectif de gestion des inondations), l'État a injecté 15 milliards de francs CFA dans ces travaux, selon le ministre des Collectivités territoriales, Oumar Guèye. Pressé de réagir pour faire face aux inondations, le gouvernement a également déclenché le 21 août dernier le plan ORSEC (Organisation des secours en cas de catastrophes).

Depuis 2012, des milliards sont annoncés dans l'assainissement et pour lutter contre les inondations au Sénégal dont une dotation pour l'Office national de l'assainissement du Sénégal (ONAS). Durant la même période, trois plans ORSEC ont été déclenchés mais le même calvaire revient à chaque saison des pluies. En 2012, dans la foulée de son élection à la présidence, Macky Sall avait lancé le Programme d'objectif de gestion des inondations (PDGI) qui devait nécessiter plus de 700 milliards de francs CFA (plus d'un milliard d'euros) sur la période 2012-2022. L'objectif était de mettre sur pied des infrastructures capables de faire face aux inondations. En juin dernier, une mission d'information parlementaire effectuée, sur demande du Président Macky Sall, a conclu que des efforts étaient déployés dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan commencent à montrer leur efficacité. Au même moment, le ministre des Finances et du Budget, Abdoulaye Daouda Diallo, précisait que plus de 511 milliards de francs CFA (780 millions d'euros) ont été dépensés dans ce cadre du PDGI depuis 9 ans. Ce qui correspond, selon lui, à un taux d'exploitation de 65,65 %. Mais nonobstant les milliards annoncés et les opérations de hivernage de l'ONAS effectuées chaque année dont des travaux de curage et d'entretien de son réseau d'évacuation des eaux pluviales, le problème des inondations demeure. Ce qui reste incompréhensible aux yeux des populations qui se demandent où sont passés tous ces fonds destinés à la lutte contre les inondations. Excepté, les riverains de la banlieue ont exprimé leur colère en manifestant et barrant l'autoroute à péage. Il faut une association des collectivités territoriales et les populations pour plus de transparence dans la gestion des fonds destinés à l'assainissement et à la lutte contre les inondations, de l'avis de Babacar Guèye de la Plateforme Eau et Assainissement de la société civile. Selon lui, la récurrence des inondations au Sénégal est surtout le fait d'une absence d'approche globale.

Tous les détails dans l'article de Mariame Djigo, Sud Quotidien (Dakar) - AllAfrica